

Brésil : la démocratie cherche sa voie

Partage international n° 305 - Février 2014

par Thiago Staibano Alves

Tout le monde l'a vu à la télévision et dans les journaux. En juin 2013, le peuple brésilien est descendu en masse dans la rue et a montré que, comme le reste du monde, il s'intégrait dans ce nouveau mouvement d'engagement politique en faveur de la justice sociale et de la liberté, apparu depuis les manifestations du Caire, en 2011.

Ce qui avait commencé comme une protestation contre l'augmentation des tarifs des transports publics dans les grandes villes brésiliennes est devenu - après une nuit de répression policière à São Paulo - une vague de protestations qui a poussé, la semaine suivante, des milliers, peut-être même plus d'un million de personnes dans les rues, notamment dans la capitale Brasilia. Les revendications des manifestants ont commencé à déborder au delà du problème des transports en commun, pour englober d'autres questions telles que l'éducation, la santé, l'ingérence des groupes religieux dans les affaires politiques du pays, et le droit le plus fondamental de toute démocratie : celui de manifester.

Les manifestations contre l'augmentation des tarifs ont abouti : par la suite, les autorités ont cédé et ont rétabli les tarifs des transports en commun à leurs anciens taux. Les Brésiliens ont commencé à percevoir l'impact de leur propre force.

Les médias, d'abord réticents à couvrir les manifestations organisées par le *Movimento Passe Livre* (mouvement pour des transports publics gratuits dans tout le pays), ont été contraints de franchir le pas quand un journaliste d'un grand quotidien fut blessé à l'œil par une balle en caoutchouc lors d'une manifestation à São Paulo. Au cours de la semaine suivant les manifestations, la contestation fut largement couverte dans les journaux, les magazines et la télévision brésilienne. Malheureusement, quelques semaines plus tard, les médias cessèrent de couvrir les manifestations, qui se poursuivent pourtant à ce jour. La couverture médiatique s'étant essouffée, les gens ne sont plus correctement informés et les forces de répression se

trouvent libres d'utiliser tous les moyens possibles, y compris des moyens illégaux, et de violer les droits de ceux qui sont toujours dans les rues pour protester pour de meilleurs salaires pour les enseignants, le droit à l'avortement, ou le droit au logement des pauvres. Et c'est ce qui se passe actuellement au Brésil.

Toutefois, une retombée très positive des manifestations fut la création de Ninja - un groupe de médias alternatifs qui filme et diffuse en direct les manifestations en utilisant les caméras des téléphones portables et une unité mobile fabriquée avec un caddy de supermarché. Après le point culminant des manifestations de 2013, le groupe a continué à couvrir la plupart des manifestations que les médias traditionnels ne montrent plus. La popularité de ce groupe de médias a énormément augmenté depuis les manifestations de juin 2013. Si les grands médias ne veulent pas ou ne peuvent pas, les médias populaires iront et le feront.

Les cas de violence policière et les arrestations arbitraires lors des manifestations sont si nombreux qu'il serait impossible, dans un article, de dresser la liste des victimes de ce processus en cours au Brésil depuis juin 2013. Beaucoup de gens ordinaires ont été maltraités, dont le seul crime était de prendre position contre les politiques injustes de leurs gouvernements. Toutefois, à la suite des manifestations, un groupe appelé les Avocats militants a été créé pour aider les Brésiliens ayant subi des sévices de la part de la police lors de marches de protestation.

Lors d'une manifestation en soutien aux enseignants en grève à Rio de Janeiro, 64 personnes ont été arrêtées : 44 étaient des adultes et 20 avaient moins de 18 ans. Les arrestations ont été effectuées sous couvert d'une nouvelle loi « sur les organisations criminelles » qui permet de considérer tout rassemblement de quatre personnes comme une infraction. Cette loi permet l'arrestation d'un grand nombre de manifestants, et a été l'une des seules « solutions » qu'ont trouvées les autorités pour faire face aux vagues de manifestations exigeant l'amélioration de la qualité de vie.

Malgré le caractère choquant des abus et de la corruption généralisée, une autre victoire pour les citoyens, considérée par beaucoup comme presque miraculeuse, est le rejet par les parlementaires d'une

proposition de loi controversée qui aurait limité les pouvoirs d'enquête du procureur de l'Etat. La « PEC37 » aurait modifié la constitution pour transférer les pouvoirs d'enquête à la police, pourtant notoirement corrompue. Les critiques considéraient que c'était donner carte blanche à la corruption, et craignaient que cela affaiblisse la Justice et les organismes d'enquête. Contre toute attente, le Sénat brésilien a voté en faveur de propositions législatives historiques visant à requalifier la corruption, les malversations et les détournements en crimes graves passibles de peines minimales de quatre ans de prison.

Le gouvernement a été pris au dépourvu par les manifestations de masse et forcé d'envisager une réforme, même cosmétique. La présidente Dilma Roussef a suggéré l'idée d'une Assemblée constituante pour aboutir à une réforme politique au Brésil. Bien que l'idée ait été rejetée par le président et une partie du Parti travailliste, elle est devenue depuis une exigence de nombreux mouvements sociaux au Brésil, car ce serait l'un des moyens les

plus démocratiques pour mettre en œuvre la réforme politique.

D. Roussef et d'autres politiciens ont également été forcés de s'asseoir à la table des négociations et de parler avec les représentants des mouvements sociaux. Le gouvernement a été sévèrement critiqué pour sa réticence à dialoguer ; la présidente et ses collègues ont pourtant été obligés de rencontrer les participants des mouvements exigeants de meilleurs transports publics dans le pays ainsi que des représentants d'autres mouvements sociaux, comme le Mouvement des sans terre. Pas à pas, le peuple brésilien se réveille et exige un pays plus juste et plus équitable.

Brésil **Auteur** : Thiago Staibano Alves, correspondant de Share International, résidant à São Paulo (Brésil).

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : Divers